Transition juste pour la chaîne de valeur du plastique

Principaux points à retenir

- Une « transition juste » dans le secteur des plastiques revêt les mêmes caractéristiques que dans le secteur de l'énergie, et met l'accent sur l'équité sociale, la durabilité environnementale et l'instauration d'une chaîne de valeur des plastiques durable et équitable.
- L'industrie du plastique influe sur des millions d'emplois formels et informels à l'échelle mondiale. L'intégration des principes de la « transition juste » est en adéquation avec les droits fondamentaux, les conventions du travail et les accords sur le climat.
- Pour mettre en œuvre une transition juste, il convient de tenir compte de l'analyse du cycle de vie des matériaux, de la durabilité environnementale, de l'équité sociale, des droits des travailleurs et des cadres politiques, et d'inciter les parties prenantes concernées à participer activement aux processus décisionnels.

Contexte

Le concept d'une « transition juste » dans le secteur des plastiques, qui est comparable à son application dans le secteur de l'énergie, consiste à opérer un changement stratégique afin de donner la priorité à l'équité sociale et à la durabilité environnementale dans le cadre de la planification et de la mise en place d'une économie durable des plastiques.¹ Au cours du siècle dernier, ce concept, qui était au départ associé à un mouvement syndical, est devenu une ambition fondamentale et une stratégie de gouvernance qui relie explicitement les différents objectifs de développement durable.² Les principes d'une transition juste sont essentiels pour s'assurer que les initiatives visant à réduire la pollution plastique sont mises en œuvre de manière juste, équitable et inclusive, en protégeant les moyens de subsistance des communautés touchées et des travailleurs à tous les échelons de la chaîne de valeur du plastique.³

Transition juste pour la chaîne de valeur du plastique

L'industrie du plastique, qui représente des centaines de milliards de dollars, englobe divers secteurs et emploie des millions de travailleurs dans le monde entier à toutes les étapes du cycle de vie des produits. L'évolution continue de l'intérêt économique et de la dynamique du travail est influencée par les tendances mondiales, les initiatives en faveur de la durabilité et les changements politiques.^{4,5} Comme dans le secteur de l'énergie, l'intégration des principes d'une transition juste dans l'industrie du plastique permettra probablement d'obtenir l'adhésion du public afin de délaissier les combustibles fossiles et les usages traditionnels du plastique, tout en réduisant les conséquences de la pollution sur les communautés vulnérables et marginalisées.⁶

Une transition juste est en adéquation avec les droits fondamentaux, les conventions de l'Organisation internationale du Travail (OIT) et les accords sur le climat.^{7,8}

Elle souligne la nécessité de mettre en œuvre différents mécanismes de justice, de procéder à une harmonisation, de mobiliser le soutien du public et d'instaurer des mesures participatives dans le cadre d'un traité sur les plastiques efficace.⁹ Il est en outre primordial de reconnaître les impacts transfrontières de la production de plastique et des pratiques de gestion des déchets, afin d'opérer une transition juste et de remédier ainsi à l'ensemble des injustices environnementales et socio-économiques.¹⁰ Si des progrès ont été observés dans l'application des politiques en vigueur, telles que les Conventions de Bâle et d'Abidjan, il est essentiel de les aligner sur les efforts actuellement déployés dans le cadre de l'élaboration du traité sur les plastiques. Bien que différentes initiatives (comme le programme de l'OIT en faveur du travail décent) et politiques nationales aient été mises en place, nous devons impérativement adopter des approches adaptées au contexte régional et au secteur ciblé.¹¹

Enseignements tirés d'autres secteurs

Les stratégies efficaces de transition juste dans tous les secteurs reposent sur la participation inclusive des parties prenantes, y compris les travailleurs, les communautés, les représentants des différentes industries et les décideurs politiques, afin de garantir la prise en compte de points de vue divers.^{12,13} Il est essentiel d'accorder la priorité au renforcement des capacités et à la modification des comportements, étant donné qu'ils permettent de doter les travailleurs de compétences dans de nouveaux secteurs, de prévenir le chômage et d'instaurer une culture de la durabilité.¹⁴ De solides filets de protection sociale doivent absolument être mis en place afin de soutenir les personnes et les communautés subissant les conséquences négatives des transitions,¹⁵ tout en tenant compte de divers aspects, tels que la qualité des emplois, l'accès aux soins de santé, les horaires de travail et la parité des genres.¹⁶

L'harmonisation effective des politiques et la collaboration avec le secteur privé sont en outre essentielles. Parmi les principaux facteurs qui influencent les résultats du processus de transition figurent le moment auquel les politiques sont adoptées, les investissements réalisés, le commerce international, les possibilités de production, la souplesse du marché du travail et l'élasticité des salaires.¹⁷ Si des retombées positives sur l'emploi ont été relevées, on observe également des effets de répartition négatifs, ce qui met en lumière l'importance de tenir compte des points de vue des groupes touchés en plus des données réelles collectées.¹⁸ Ces efforts favorisent la mise en œuvre de pratiques durables ainsi que le développement d'industries vertes offrant de nouvelles possibilités d'emploi. L'accès à des financements, notamment à des prêts et subventions, facilite l'adoption de pratiques justes et durables, en particulier dans les régions disposant de ressources financières limitées. En outre, compte tenu de la portée mondiale des défis environnementaux, la coopération internationale accélère le processus de transition en favorisant le partage des bonnes pratiques ainsi que la fourniture d'un soutien aux pays en développement par les pays plus avancés.

Obstacles

- L'élaboration de politiques industrielles et sectorielles qui favorisent simultanément la durabilité environnementale, économique et sociale exige de mettre au point des cadres et des mécanismes de coordination complexes.
- Les efforts de protection de l'emploi ne permettent pas toujours de prévenir les pertes d'emploi ; des ressources doivent donc être mobilisées à l'appui d'une reconversion professionnelle équitable dans différents secteurs et contextes démographiques.
- Des investissements initiaux doivent être réalisés afin que les industries adoptent des pratiques durables et instaurent des conditions de travail équitables, ce qui pourrait poser des difficultés à court terme.
- D'importants obstacles entravent le développement des infrastructures et technologies nécessaires pour garantir la durabilité (notamment de systèmes de recyclage efficaces et de solutions de substitution des plastiques), tels que l'insuffisance des installations de gestion des déchets et les problèmes de déploiement à grande échelle face à la complexité des chaînes d'approvisionnement mondiales.

Catalyseurs

- Favorise la participation des parties prenantes dans les différents secteurs et au sein des différentes organisations de travailleurs afin d'élaborer des politiques holistiques.
- Contribue à la protection des moyens de subsistance des travailleurs en fournissant un soutien proactif dans le cadre du processus de transition.
- Favorise la responsabilité environnementale et sociale dans le cadre de la concurrence entre les industries, lorsque l'intégration des principes d'une transition juste peut permettre d'obtenir l'adhésion du public.
- Permet aux groupes de travailleurs informels de participer de manière officielle. Cela implique d'assurer l'accès aux procédures d'approvisionnement des municipalités, de rendre l'enregistrement des entreprises et les réglementations fiscales accessibles et abordables, et de collaborer avec les groupes de travailleurs en vue d'officialiser les services informels.
- Améliore la qualité des emplois et les prestations en faveur des travailleurs, notamment les régimes de protection sociale pour les travailleurs informels. Cela implique de collaborer avec les gouvernements et les organisations de la société civile afin d'améliorer l'accès des travailleurs informels aux services essentiels tels que les soins de santé, les services de garde d'enfants, les régimes de retraite, les régimes d'indemnisation en cas d'accident du travail et les programmes de sécurité sociale.

Le tableau ci-dessous présente les formulations employées dans le projet révisé du Comité intergouvernemental de négociation chargé d'élaborer un instrument international juridiquement contraignant sur la pollution plastique, notamment dans le milieu marin (28 décembre 2023), ainsi que leur équivalent simplifié en ce qui concerne la transition juste (partie II.12).

Avant-projet révisé	Résumé
Transition juste	
Option 1.1	Option 1.1
<p>1. [Afin de ne laisser personne de côté,] Chaque Partie promeut et facilite[, selon les circonstances et les capacités nationales, et conformément aux réglementations nationales pertinentes,] une transition juste, équitable et inclusive pour les populations touchées, en accordant une attention particulière aux [[peuples autochtones] et [communautés locales],] [récupérateurs de déchets [et autres travailleurs associés aux chaînes de valeur des [déchets] [plastiques]] femmes [et groupes vulnérables, y compris] [les communautés touchées] les enfants et les jeunes, dans le cadre de la mise en œuvre du présent instrument*[, conformément aux principes directeurs pour une transition juste de l'Organisation internationale du Travail][, selon les politiques sociales et les circonstances nationales][, dans le cadre de la mise en œuvre du présent instrument*][, à condition que les pays en développement aient accès à des moyens de mise en œuvre]. Il peut s'agir de[, selon les circonstances nationales] :</p>	<p>Chaque Partie facilite [, selon les capacités nationales,] une transition juste, équitable et inclusive, en accordant une attention particulière aux [groupes concernés] femmes et aux enfants. Il peut s'agir de :</p>
<p>OPI Alt. Dans le cadre de la mise en œuvre du présent instrument*, chaque Partie promeut une transition équitable et inclusive pour les populations touchées, en accordant une attention particulière aux travailleurs et aux [personnes] [populations] en situation de vulnérabilité [relevant de sa juridiction nationale. Il peut s'agir de :]</p>	<p>Chaque Partie promeut une transition équitable et inclusive, en accordant une attention particulière aux travailleurs [et aux populations] en situation de vulnérabilité, [à l'échelle nationale]. Il peut s'agir de :</p>

<p>1a. Désigner un [organisme] [mécanisme] national de coordination pour le dialogue [et la collaboration] avec les parties prenantes concernées, y compris les autorités publiques, [les syndicats,] [les associations de travailleurs] [les récupérateurs de déchets,] les organisations non gouvernementales[, les peuples autochtones] et [les communautés locales] [et les populations touchées][, conformément aux réglementations nationales][, dans le but de collecter des données, d'assurer un suivi, de réaliser des évaluations et d'établir des rapports nationaux sur les progrès accomplis vers une transition juste] ;</p>	<p>Désigner un [organisme] [mécanisme] national pour le dialogue avec les parties prenantes [, dans le but d'assurer un suivi et d'établir des rapports nationaux] ;</p>
<p>1b. Mettre en place des politiques [et des conditions] [qui intègrent] [permettant [de garantir et] d'améliorer[, selon qu'il convient,] les revenus, les possibilités et les moyens de subsistance des] [récupérateurs de déchets et autres travailleurs associés aux chaînes de valeur du plastique et] [travailleurs concernés et] communautés [touchées], y compris des programmes de formation de la main-d'œuvre, [des programmes de développement et sociaux, l'amélioration des mesures relatives à la santé et à la sécurité au travail,] [en fonction] [en tenant compte] de leurs besoins et de leurs priorités ;</p>	<p>Mettre en place des politiques et [des conditions] [permettant d'améliorer les revenus, les possibilités et les moyens de subsistance des] [groupes associés à la chaîne de valeur du plastique,] en tenant compte de leurs besoins et de leurs priorités ;</p>
<p>1c. Stimuler le développement des compétences et des possibilités d'emploi dans l'ensemble de la chaîne de valeur du plastique, y compris pour le développement de la réutilisation, de la réparation, de la collecte et du tri des déchets ;</p>	<p>Stimuler le développement des compétences et des possibilités d'emploi dans l'ensemble de la chaîne de valeur du plastique ;</p>
<p>1d. Promouvoir un environnement [propre, sain et durable] [de travail sûr] [et un solide filet de protection sociale] [pour les communautés et les travailleurs] [de l'ensemble de la chaîne de valeur, y compris [les travailleurs du] dans le secteur de la gestion des déchets] [tout au long du cycle de vie des produits, au titre de la promotion des droits fondamentaux] ;</p>	<p>Promouvoir un environnement sûr et sain dans le secteur des déchets [et tout au long du cycle de vie des produits] ;</p>
<p>1e. [Améliorer les conditions de travail [[, la sécurité et la santé au travail, et la protection sociale] des [récupérateurs de déchets et des] travailleurs] dans le secteur de la gestion des déchets [, notamment en accordant une reconnaissance et une protection juridiques aux [récupérateurs de déchets et autres] [travailleurs [et récupérateurs de déchets]] du secteur informel et des coopératives, et en facilitant l'officialisation [de leurs associations ou coopératives[, en les intégrant aux systèmes locaux de gestion des déchets]] [de leurs activités au moyen de mesures d'intégration socio-économiques appropriées]]] ;</p>	<p>Améliorer les conditions de travail dans le secteur de la gestion des déchets[, notamment au moyen de mesures de protection juridique] et faciliter l'officialisation ;</p>
<p>1f. [Intégrer les [récupérateurs de déchets et autres] travailleurs du secteur informel et les coopératives dans une chaîne de valeur [sûre] des plastiques, [notamment en demandant aux producteurs de produits plastiques et aux entreprises de recyclage et de gestion des déchets d'intégrer les plastiques qu'ils collectent et trient dans leurs processus d'exploitation]] ; et</p>	<p>Intégrer les travailleurs du secteur informel et des coopératives dans la chaîne de valeur du plastique, notamment en demandant aux acteurs de l'industrie d'utiliser les plastiques qu'ils collectent ;</p>
<p>1g. [[Obliger d'] [Encourager à] utiliser une partie des redevances perçues dans le cadre de mécanismes de responsabilité élargie du producteur pour améliorer les infrastructures [et] les moyens de subsistance[, le filet de protection sociale] et les possibilités des travailleurs du secteur des déchets, y compris des [récupérateurs de déchets et des autres] [travailleurs] du secteur informel et des coopératives], ainsi que pour développer leurs compétences.</p>	<p>[Obliger] [Encourager] à utiliser les redevances perçues dans le cadre de mécanismes de responsabilité élargie du producteur pour améliorer les infrastructures et les moyens de subsistance des travailleurs du secteur des déchets.</p>
<p>Option 1.2</p>	<p>Option 1.2</p>
<p>2. [Les mesures prises pour mettre en œuvre la présente disposition sont reflétées dans le plan national [communiqué conformément à la [partie IV.1 relative aux plans nationaux]]].</p>	<p>[Les mesures prises sont reflétées dans le plan national [communiqué]].</p>
<p>OP2 bis. Chaque Partie devrait appuyer les politiques visant à améliorer les revenus, les possibilités et les moyens de subsistance des travailleurs et des communautés touchés dans le cadre de la transition vers une économie plus circulaire des plastiques, en tenant compte de leurs besoins et de leurs priorités.</p>	<p>Chaque Partie devrait appuyer les politiques visant à améliorer les revenus, les possibilités et les moyens de subsistance des travailleurs et des communautés touchés.</p>

<p>OP2 ter. Sur le territoire relevant de sa juridiction, chaque Partie encourage la prise en compte de facteurs socio-économiques pour déterminer le lieu, le modèle de conception et les méthodes de construction des installations de gestion des déchets solides qui assurent la gestion des déchets plastiques, dans le but de prévenir des conséquences néfastes et disproportionnées sur les [personnes] [populations] en situation de vulnérabilité.</p>	<p>Chaque Partie tient compte de facteurs socio-économiques dans la conception des installations de gestion des déchets solides.</p>
<p>OP2 quater. Chaque Partie, conformément à ses procédures nationales, offre aux membres du public la possibilité d'apporter leurs contributions pour orienter les pouvoirs publics dans la prise de décisions ou l'adoption de mesures relatives à la gestion des déchets plastiques.</p>	<p>Chaque Partie permet aux citoyens de contribuer à l'élaboration des mesures de gestion des déchets.</p>
<p>Option 2.1</p>	<p>Option 2.1</p>
<p>1. Chaque Partie coopère en vue de promouvoir et de faciliter une transition/des processus juste[s], équitable[s] et inclusive [inclusifs] pour les Parties concernées dans le contexte du développement durable, en accordant une attention particulière aux conséquences économiques et sociales pour les pays en développement parties concernées, dans le cadre de la mise en œuvre du présent instrument*. Les pays développés parties fournissent un soutien suffisant en matière de financement, de transfert de technologies et de renforcement des capacités aux pays en développement parties concernées, en vue de promouvoir et de faciliter un processus de transition juste.</p>	<p>Chaque Partie facilite une transition juste, équitable et inclusive pour les Parties concernées, en tenant compte de facteurs socio-économiques, et en leur fournissant un soutien en matière de financement, de transfert de technologies et de renforcement des capacités.</p>
<p>Option 2.2</p>	<p>Option 2.2</p>
<p>2. Chaque Partie promeut et facilite une transition/des processus juste(s), équitable(s) et inclusive [inclusifs] pour les populations touchées, en accordant une attention particulière aux femmes et aux groupes vulnérables, y compris les enfants et les jeunes, dans le cadre de la mise en œuvre du présent instrument*, notamment en renforçant les dispositions institutionnelles et en mettant en place des politiques et des conditions permettant d'améliorer les possibilités, les capacités et les moyens de subsistance des communautés touchées.</p>	<p>Chaque Partie facilite une transition juste, équitable et inclusive, en accordant une attention particulière aux femmes et aux enfants, et en améliorant la manière dont les institutions et les politiques soutiennent les communautés touchées.</p>
<p>Option 3.1</p>	<p>Option 3.1</p>
<p>1. Chaque Partie coopère en vue de promouvoir et de faciliter une transition juste, équitable et inclusive vers le développement durable pour les pays en développement parties, dans le cadre de la mise en œuvre du présent instrument*. Les pays développés parties fournissent un soutien suffisant en matière de financement, de transfert de technologies et de renforcement des capacités, dans le but de promouvoir et de faciliter une transition juste dans les pays en développement parties.</p>	<p>Chaque Partie facilite une transition juste, équitable et inclusive, vers le développement durable pour les pays en développement parties, en leur fournissant un soutien en matière de financement, de transfert de technologies et de renforcement des capacités.</p>
<p>Option 3.2</p>	<p>Option 3.2</p>
<p>2. Chaque Partie pourrait promouvoir et faciliter une transition juste, équitable et inclusive, en accordant une attention particulière aux femmes, aux enfants et aux jeunes, dans le cadre de la mise en œuvre du présent instrument, notamment en renforçant les dispositions institutionnelles et en mettant en place les politiques et les conditions permettant d'améliorer les possibilités, les capacités et les moyens de subsistance des communautés touchées.</p>	<p>Chaque Partie pourrait faciliter une transition juste en accordant une attention particulière aux femmes et aux enfants, et en améliorant la manière dont les institutions et les politiques soutiennent les communautés touchées.</p>
<p>Option 3.3</p>	<p>Option 3.3</p>
<p>3. Les mesures prises pour appliquer la présente disposition peuvent être reflétées dans le plan national.</p>	<p>Les mesures peuvent être reflétées dans le plan national.</p>

Ressources

- Reducing waste towards a just transition: Work, labour, and value in the informal recycling chain, with evidence from Turkey (OIT, 2023). Disponible à l'adresse suivante : https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/---gjp/documents/publication/wcms_905814.pdf.
- IAWP's Vision for a just transition for waste pickers under the UN Plastics treaty (International Alliance of Waste Pickers, 2023). Disponible à l'adresse suivante : https://globalrec.org/wp-content/uploads/2023/11/english_position-paper_IAWP-vision-just-transition_resolution150ppi.pdf.
- « Initiating engagement on just transition policy: a blueprint » (The London School of Economics and Political Science, 2023). Disponible à l'adresse suivante : <https://www.lse.ac.uk/granthaminstitute/news/initiating-engagement-on-just-transition-policy-a-blueprint/>.
- « Just Transition of the workforce, and the creation of decent work and quality jobs » (Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques). Disponible à l'adresse suivante : <https://unfccc.int/sites/default/files/resource/Just%20transition.pdf>.
- Implementation of just transition and economic diversification strategies: a compilation of practices from different countries (Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, 2023). Disponible à l'adresse suivante : <https://unfccc.int/documents/624596>.
- « Just transition beyond the energy sector » (Banque asiatique de développement, 2021). Disponible à l'adresse suivante : <https://www.adb.org/sites/default/files/publication/746406/adb-brief-195-just-transition-beyond-energy-sector.pdf>.
- « Building a circular plastics economy with informal waste pickers: Recyclate quality, business model, and societal impacts » (Gall, 2020). Disponible à l'adresse suivante : <https://doi.org/10.1016/j.resconrec.2020.104685>.
- « Waste pickers in the informal economy of the Global South: included or excluded? » (Coletto et Bisschop, 2017). Disponible à l'adresse suivante : <https://doi.org/10.1108/IJSSP-01-2016-0006>.
- ILO Just Transition Finance: Pathways for banking and insurance (OIT, 2023), complété par le document Just Transition Finance Tool for banking and investing activities (OIT, 2022). Disponibles aux adresses suivantes : https://www.unepfi.org/wordpress/wp-content/uploads/2023/11/Just-transition-finance_Pathway-for-Banking-and-Insurance.pdf et https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/documents/publication/wcms_860182.pdf.
- « Just transition planning toolbox » (Fonds d'investissement pour le climat). Disponible à l'adresse suivante : <https://cif.org/just-transition-toolbox/home>.
- « Just Transition Centre » (Confédération syndicale internationale). Disponible à l'adresse suivante : <https://www.ituc-csi.org/just-transition-centre-599>.
- Best practises for just transition for the coal sector (Inde, 2023). Disponible à l'adresse suivante : <https://www.cmpdi.co.in/sites/default/files/2023-05/Best%20Global%20Practices%20for%20Just%20Transition%20in%20Coal%20Sector%20-%20CMPDI.pdf>.
- « Strengthening Gender Justice in a Just Transition: A Research Agenda Based on a Systematic Map of Gender in Coal Transitions » (Walk, 2021). Disponible à l'adresse suivante : <https://doi.org/10.3390/en14185985>.

Études de cas et projets à l'échelle mondiale

- « Value Addition to Plastic Solid Wastes: Informal Waste Collectors' Perspective » (Mwanza, 2019). Disponible à l'adresse suivante : <https://doi.org/10.1016/j.promfg.2019.04.048>.
- « Managing plastic waste in East Africa: Niche innovations in plastic production and solid waste » (Oyake-Ombis, 2015). Disponible à l'adresse suivante : <https://doi.org/10.1016/j.habitatint.2015.03.019>.
- The cycle of plastic waste: An analysis on the informal plastic recovery system in Addis Ababa, Ethiopia (Bjerkil, 2005). Disponible à l'adresse suivante : <http://hdl.handle.net/11250/242601>.
- « The true cost of solving the plastic waste challenge in developing countries: The case of Ghana » (Bening, 2022). Disponible à l'adresse suivante : <https://doi.org/10.1016/j.jclepro.2021.129649>.
- The Cycle of Solid Waste: A Case Study on the Informal Plastic and Metal Recovery System in Accra (Gugssa, 2012). Disponible à l'adresse suivante : <https://www.diva-portal.org/smash/record.jsf?pid=diva2%3A585668&dswid=-9214>.
- Le modèle « Pro-poor Public Private Partnership » (Partenariat public-privé en faveur des populations pauvres, ou SWaCH) déployé en Inde vise à combler le fossé entre le secteur informel des déchets et les services municipaux de collecte des déchets afin de mettre en place un système de collecte de porte-à-porte.
- Le projet « Gender Equality for Development » (Égalité des genres en faveur du développement, ou GEfD) en Norvège est un programme de coopération technique axé sur le renforcement des capacités et le développement institutionnel, qui favorise le partage d'expériences en la matière dans le cadre de projets financés par la Norvège mis en œuvre dans le monde entier.
- Le projet « Inclusive Waste Management: Clean Oceans through Clean Communities » (Gestion des déchets inclusive : des communautés propres pour des océans propres, ou CLOCC) déployé en Indonésie est un programme fondé sur les communautés et les réseaux mené en collaboration avec l'Association mondiale des déchets solides et l'Agence norvégienne de coopération pour le développement. Le projet mobilise différentes parties prenantes et propose une formation et un soutien par l'intermédiaire de trois programmes de travail, à savoir : 1) une formation à la gestion des déchets ; 2) des plans de gestion des déchets ; et 3) un programme de soutien visant à améliorer les chaînes de valeur des déchets.
- « Preventing plastic in Nepal's rivers by strengthening the informal sector » (Prévenir la pollution plastique dans les cours d'eau au Népal en renforçant le secteur informel, ou RIPL).
- Le programme d'autonomisation nutritionnelle « Kyari to Kitchen » en Inde est un projet d'agriculture urbaine dans le cadre duquel les récupératrices de déchets apprennent à cultiver leurs propres aliments.
- Le programme de l'initiative Chintan « No child in trash » (Programme pour l'élimination du travail des enfants dans la collecte des déchets) en Inde vise à éduquer et à sensibiliser les parents et les enfants, et leur permet d'effectuer un bilan de santé.

Le programme « Way to zero waste schools » (Vers des écoles zéro déchet), mené en Inde sous la supervision de Shivangi Sultania (qui travaille au sein du Centre for Development Communication), vise à transmettre des connaissances aux enfants sur le système actuel de gestion des déchets et la manière dont il peut être amélioré pour ne générer aucun déchet.

« Just Transitions in South Africa: A Case Study by the Climate Investment Funds » (Fonds d'investissement pour le climat). Disponible à l'adresse suivante : https://unfccc.int/sites/default/files/resource/Inputs%20from%20Climate%20Investment%20Funds_%20South%20Africa_CIF%20Case%20Study.pdf.

« Developmental States and Sustainability Transitions: Prospects of a Just Transition in South Africa » (Swilling, 2015). Disponible à l'adresse suivante : <https://doi.org/10.1080/1523908X.2015.1107716>.

Understanding just transitions in coal-dependent communities: Case Studies from Mpumalanga, South Africa, and

Jharkhand, India (Center for Strategic and International Studies, 2021). Disponible à l'adresse suivante : <https://www.csis.org/analysis/understanding-just-transitions-coal-dependent-communities>.

Livelihood opportunities for a Just Transition in Jharkhand, India (Climate Trends, 2023). Disponible à l'adresse suivante : <https://climatetrends.in/wp-content/uploads/2023/04/climate-trends-EY-report.pdf>.

Just Transition Development Plan of lignite areas (Grèce, 2020). Disponible à l'adresse suivante : https://www.sdam.gr/sites/default/files/consultation/Master_Plan_Public_Consultation_ENG.pdf.

« Four case studies on Just Transition: Lessons for Ireland » (Irlande, 2020). Disponible à l'adresse suivante : https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=3694643.

Latrobe Valley and Gippsland Transition Plan (Australie, 2023). Disponible à l'adresse suivante : <https://lva.vic.gov.au/transition/plan>.

Ressources supplémentaires

^{3,10} O'Hare, P., Nøklebye, E., Stoett, P. et Korsten, K., « Policy Brief: Towards a Just Transition Away from Plastic Pollution », 2023. Zenodo.

^{9,11,14} Organisation internationale du Travail, « Just Transition Policy Brief ». OIT, 2022.

¹⁶ GRID-Arendal, 2022. A Seat at the Table: The Role of the Informal Recycling Sector in Plastic Pollution Reduction, and Recommended Policy Changes. GRID-Arendal.